

**Convention collective départementale**

IDCC : 1576. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES  
DU DÉPARTEMENT DU CHER**  
**(15 janvier 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1997-7 bis)*

(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 14 novembre 1990)

**ACCORD DU 12 OCTOBRE 2005**

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0650129M*

IDCC : 1576

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie du Cher,

D'une part, et

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

La confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

La confédération générale du travail (CGT),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les employeurs des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires dont les établissements, situés dans le département du Cher, entrent dans le champ d'application défini par l'accord national modifié du 16 janvier 1979 sur le champ d'application des accords nationaux de la métallurgie mettront en place, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès, en faveur des mensuels ayant plus de 1 an d'ancienneté qui ne bénéficient pas, à titre obligatoire, des dispositions de l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Cette garantie décès pourra inclure le versement d'un capital, en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité de 3<sup>e</sup> catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé à l'alinéa ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,20 % du montant de la garantie de rémunération effective (GRE) du mensuel classé au coefficient 170 (filière ouvriers) prévue par la convention collective de la métallurgie du Cher. Cette cotisation sera calculée sur la base de la GRE en vigueur au 31 décembre 2005 pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance quel qu'il soit, y compris un régime couvrant les frais de soins de santé, existant dans l'entreprise.

Les parties signataires du présent accord recommandent, sans que cela présente un caractère obligatoire, de consacrer à ce régime, en plus de la cotisation patronale pour chaque salarié visé à l'alinéa ci-dessus, une cotisation salariale d'un taux égal à celui de la cotisation patronale et au minimum, pour une année complète de travail, à 0,20 % du montant de la garantie de rémunération effective (GRE) du mensuel classé au coefficient 170 prévue par la convention collective de la métallurgie du Cher. Cette cotisation salariale sera calculée sur la base de la GRE en vigueur au 31 décembre 2005 pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

En outre, et sans que cela présente un caractère obligatoire, les parties signataires du présent accord recommandent de choisir l'un des 3 organismes suivants pour mettre en place le régime de prévoyance décrit ci-dessus :

- AXA, agence Coum et Peslard, 17, rue Faraday, 18000 Bourges, tél. : 02-48-23-48-40 ;
- FEDERIS (marque des groupes Malakoff et Médéric), délégation régionale Malakoff-Tours, 19, rue Edouard-Vaillant, 37942 Tours Cedex 9, tél. : 02-47-60-10-10 ; délégation régionale Médéric - Clermont-Ferrand, immeuble @number 2, 1, allée Alan-Turing, 63170 Aubière, tél. : 04-73-44-74-80 ;
- Harmonie Mutualité, mutuelle du Cher, 9, rue Charles-Durand, 18023 Bourges, tél. : 02-48-69-77-01.

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application susvisé, les dispositions du présent accord.

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Bourges en 5 exemplaires et en 1 exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Bourges, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Bourges, le 12 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)